

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
Subdivision Ressources minérales ENV 7

Colomiers, le 28/06/2022

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/06/2022

Partie nominative

CASSIN RECYCLAGE

7 impasse André Dandine (ex ch Candelie)
31000 TOULOUSE

Affaire suivie par : AVIGNON Jean-Marc

Téléphone : 05 61 15 39 76 Portable : 06 98 35 32 40

Courriel : jean-marc.avignon@developpement-durable.gouv.fr

Références : 0581_220624

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 23/06/2022 de l'établissement CASSIN RECYCLAGE implanté 7 impasse André Dandine (ex ch Candelie) 31000 TOULOUSE. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.



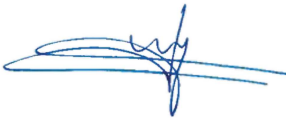
Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :

- AVIGNON Jean-Marc, Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège, ENV7, inspecteur de l'environnement

Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :

- Nicolas CASSIN, Directeur CASSIN Recyclage
- Sébastien LE DIFFON, Responsable de site

Le courriel d'échange avec l'administration est: s.lediffon@cassin-recyclage.fr

Vérificateur	Rédacteur	Approbateur
 Amélie GILLET	 Jean-Marc AVIGNON	 Jean NIQUET
L'inspectrice de l'environnement	L'inspecteur de l'environnement	Le chef de l'unité inter- départementale de la Haute- Garonne et de l'Ariège

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 23/06/2022 de l'établissement CASSIN RECYCLAGE implanté 7 impasse André Dandine (ex ch Candelie) 31000 TOULOUSE, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Pour les constats « susceptibles de suites », l'exploitant doit, **dans les délais impartis pour présenter ses observations**, respecter les prescriptions concernées tout en transmettant à l'inspection des installations classées par courrier ou courriel, les justificatifs correspondants (selon les cas : commandes, services faits, étude, analyses, photos, etc.). **Dans le cas contraire, il pourra être proposé mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après

- nom : Situation administrative rubriques ICPE - Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/03/2022 article : R 122-3-1
- nom : Incidence émissions de poussières - Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/08/2021 article : R 122-3-1
- nom : Pollution atmosphérique - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012 article : 37
- nom : Mesures retombées de poussières - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012 article : 57
- nom : Programme de surveillance des émissions - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012 article : 56
- nom : Plan d'exploitation - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012 article : 1.4
- nom : Protection des stockages extérieurs - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/01/2001 article : 7.3.4
- nom : Voie de circulation - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/01/2001 article : 6.2
- nom : Garanties financières - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2012 article : 1

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
Subdivision Ressources minérales ENV 7

Colomiers, le 28/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



CASSIN RECYCLAGE

7 impasse André Dandine (ex ch Candelié)
31000 TOULOUSE

Références : 0581_220624

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/06/2022 dans l'établissement CASSIN RECYCLAGE implanté 7 impasse André Dandine (ex ch Candelié) 31000 TOULOUSE. L'inspection a été annoncée le 17/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société CASSIN RECYCLAGE mène un projet d'extension de son installation déjà régulièrement autorisée sur une parcelle de 18 000 m², située ZAC de Daturas chemin de Candelié Toulouse. Ce projet prévoit le passage d'un centre de déchetterie en extérieur dans un périmètre clôturé vers un bâtiment clos et couvert qui accueillera des activités de valorisation et traitement des déchets non dangereux (stockage et traitement des déchets).

Cette extension nécessitera la construction d'un bâtiment d'environ 3900 m², dans lequel seront stockés les déchets de bois, déchets verts, les DIB bruts, des casiers de stockage des matières valorisables et triées, ainsi qu'un crible et un broyeur.

Ces nouvelles activités de broyage de déchets végétaux nécessiteront une nouvelle déclaration au titre de la rubrique 2794-2.

Conjointement, le projet prévoit une augmentation des volumes stockés pour l'activité de « déchetterie aménagée pour la collecte des encombrants, matériaux ou produits triés et apportés par les usagers », portant les volumes de stockage de 100 à 200 m³ et la superficie hors espaces verts à 1600 m². Ces modifications nécessiteront un passage du régime déclaratif au régime de la déclaration contrôlée de la rubrique 2710-2.

L'extension d'activité est prévue sur un terrain contigu aux installations initiales. Ce terrain, d'une superficie totale, de 10 260 m² est composé des trois parcelles cadastrales suivantes : 829BV67, 829BV68 et 829BV69.

L'exploitant a déposé le 15 juin 2022, une demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro n° 2022-015.

Par ailleurs, il a été remonté à l'inspection des installations classées une plainte relative au fonctionnement des installations actuelles notamment sur l'impact des retombées de poussières.

"Entreprise CASSIN : Poussière issue de l'entreprise et donc inquiétude sur le bon fonctionnement de cette entreprise (ex. Amiante entre autres) . Y-a-t-il un arrêté préfectoral qui autorise les travaux de broyage de matériaux ? Nous demandons que la DREAL et Toulouse Métropole puisse vérifier la situation ."

L'inspecteur de l'environnement planifie une visite d'inspection sur les bases de la demande d'examen au cas par cas ainsi que sur la plainte signalée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CASSIN RECYCLAGE
- 7 impasse André Dandine (ex ch Candellie) 31000 TOULOUSE
- Code AIOT dans GUN : 0006802960
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Par arrêté préfectoral du 19 janvier 2001, la société CASSIN Recyclage est autorisée à exploiter une plate-forme de regroupement de déchets du BTP et une unité de recyclage de déchets de démolition. Le site est actuellement soumis au régime de l'autorisation ICPE (au titre de son antériorité) pour les rubriques 2515-1 et 2791-1 et à déclaration pour la rubrique 2710-2.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative
- Impact retombées de poussières

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de

statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'extension et l'augmentation d'activité observées ont des conséquences très nettes sur la conduite des installations. Le site est à présent exigu et présente des situations accidentogènes fort probables tant pour les utilisateurs que pour les installations.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Situation administrative rubriques ICPE	Code de l'environnement du 27/03/2022, article R 122-3-1	/	Sans objet
Incidence émissions de poussières	Code de l'environnement du 01/08/2021, article R 122-3-1	/	Sans objet
Pollution atmosphérique	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 37	/	Sans objet
Mesures retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 57	/	Sans objet
Programme de surveillance des émissions	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 56	/	Sans objet
Plan d'exploitation	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 1.4	/	Sans objet
Protection des stockages extérieurs	Arrêté Préfectoral du 19/01/2001, article 7.3.4	/	Sans objet
Voie de circulation	Arrêté Préfectoral du 19/01/2001, article 6.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a étendu et augmenté son activité, depuis plusieurs années, sans en avoir informé monsieur le préfet. Les impacts de ces évolutions n'ont pas été pris en compte à leur juste valeur. Les plaintes de voisinage sont fondées et il est attendu de l'exploitant des mesures curatives et préventives pour réduire fortement ses impacts.

Le présent rapport fait office de demande de complément de notre service dans l'instruction de la demande d'examen au cas par cas déposée par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Situation administrative rubriques ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/03/2022, article R 122-3-1
Thème(s) : Risques chroniques, Rubriques ICPE
Prescription contrôlée : I.-Pour les projets relevant d'un examen au cas par cas en application de l'article R. 122-2, le maître d'ouvrage décrit les caractéristiques de l'ensemble du projet, y compris les éventuels travaux de démolition, les incidences notables que son projet est susceptible d'avoir sur l'environnement et la santé humaine ainsi que, le cas échéant, les mesures et les caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire ses probables effets négatifs notables. Il mentionne, le cas échéant, les termes des plans ou programmes pertinents relatifs aux mesures et caractéristiques des projets susceptibles d'être retenues ou mises en œuvre pour éviter ou réduire les effets négatifs de projets sur l'environnement ou la santé humaine. II.-Ces informations sont renseignées dans un formulaire, adressé par le maître d'ouvrage par voie électronique ou par pli recommandé à l'autorité chargée de l'examen au cas par cas, qui en accuse réception. A compter de la réception de ce formulaire, cette autorité dispose d'un délai de quinze jours pour demander au maître d'ouvrage de le compléter. A défaut d'une telle demande, le formulaire est réputé complet à l'expiration de ce même délai.
Constats : Il est constaté sur le site autorisé un passage permettant l'accès au terrain demandé par le projet d'extension. Sur les parcelles du projet, les activités de l'exploitant sont déjà effectives, notamment l'installation de tri transit de matériaux de démolition. D'importants stocks de déchets végétaux et minéraux sont présents. Des merlons, d'une hauteur supérieure à 5 mètres, ceinturent une grande partie du terrain. Il est également constaté la présence d'un crible mobile ainsi que des structures de constructions métalliques. Les installations faisant l'objet de la demande d'extension sont donc, pour partie, opérationnelles. Par ailleurs, à la page 4 de l'annexe 7 de la demande de cas par cas, est présentée une photo aérienne du site datant de 2018 où il apparaît clairement que l'exploitation de cette extension était déjà effective. Ces installations sont de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation. Elles auraient dû être portées à la connaissance du préfet avant leur mise en service (cf. article n°4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 janvier 2001). En conséquence, et dans l'attente de la finalisation de l'instruction de la demande d'examen au cas par cas, il est demandé à l'exploitant la mise en place des mesures conservatoires suivantes : -Les activités d'apport, de stockage et de traitement de déchets sur le terrain de l'extension ne sont pas autorisées. -La société CASSIN Recyclage prend toutes les mesures pour empêcher l'accès au site.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Incidence émissions de poussières

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/08/2021, article R 122-3-1
Thème(s) : Risques chroniques, Incidence notable
Prescription contrôlée : I.-Pour les projets relevant d'un examen au cas par cas en application de l'article R. 122-2, le maître d'ouvrage décrit les caractéristiques de l'ensemble du projet, y compris les éventuels travaux de démolition, les incidences notables que son projet est susceptible d'avoir sur l'environnement et la santé humaine ainsi que, le cas échéant, les mesures et les caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire ses probables effets négatifs notables. Il mentionne, le cas échéant, les termes des plans ou programmes pertinents relatifs aux mesures et caractéristiques des projets susceptibles d'être retenues ou mises en œuvre pour éviter ou réduire les effets négatifs de projets sur l'environnement ou la santé humaine. II.-Ces informations sont renseignées dans un formulaire, adressé par le maître d'ouvrage par voie électronique ou par pli recommandé à l'autorité chargée de l'examen au cas par cas, qui en accuse réception. A compter de la réception de ce formulaire, cette autorité dispose d'un délai de quinze jours pour demander au maître d'ouvrage de le compléter. A défaut d'une telle demande, le formulaire est réputé complet à l'expiration de ce même délai.
Constats : il est constaté sur site des envols important de poussières, notamment lors des opérations de déchargement. Le voisinage déplore cet impact et en fait part régulièrement à l'exploitant. La demande d'examen au cas par cas n'aborde ni cette incidence notable ni les mesures et les caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire ses probables effets négatifs.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 37
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution atmosphérique
Prescription contrôlée : Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité. À ce titre, l'exploitant décrit les différentes sources d'émission de poussières, aussi bien diffuses que canalisées, et définit toutes les dispositions utiles mises en œuvre pour éviter ou limiter l'émission et la propagation des poussières. Des dispositions particulières, tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, des bâtiments alentour, des rideaux d'arbres, etc.) que de l'exploitation de l'installation, sont mises en œuvre de manière à limiter l'émission de poussières. En fonction de la granulométrie et de l'humidité des produits minéraux ou des déchets non dangereux inertes, les opérations de chargement ou de déchargement nécessitent des dispositifs empêchant l'émission de poussières, tels que : <ul style="list-style-type: none">- capotage et aspiration raccordée à une installation de traitement des effluents ;- brumisation ;- système adaptant la hauteur de la chute libre lors des déversements. Lorsque les stockages des produits minéraux ou des déchets non dangereux inertes se font à l'air libre, les stockages sont humidifiés pour empêcher les envols de poussières par temps sec et lorsque la vitesse du vent le nécessite...
Constats : Il est constaté que l'établissement est à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité. Des dispositions particulières, tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, des bâtiments alentour, des rideaux d'arbres, etc.) que de l'exploitation de l'installation, doivent être mises en œuvre de manière à limiter l'émission de poussières, conformément à la prescription applicable.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mesures retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 57
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance qualité de l'air
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production. La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle.
Constats : L'exploitant n'adresse pas tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières. Ce bilan devra contenir des commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Programme de surveillance des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 56
Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées aux articles 57 à 59. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse, de référence en vigueur sont fixées « dans un avis publié au Journal officiel » ou, le cas échéant, selon les normes réglementaires en vigueur. Au moins une fois par an, les mesures portant sur les rejets liquides et gazeux sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées. L'inspection des installations classées peut prescrire tout prélèvement ou contrôle qu'elle pourrait juger nécessaire pour la protection de l'environnement. Les frais y afférents sont alors à la charge de l'exploitant.
Constats : Dans le contexte de plaintes récurrentes du voisinage, notamment depuis l'année 2016, l'inspection des installations classées juge nécessaire, pour la protection de l'environnement, de prescrire des contrôles des retombées de poussières complémentaires. Il est demandé à l'exploitant de faire ses propositions afin d'évaluer avec précisions les impacts sur le voisinage.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Dossier installation classée
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- le dossier de déclaration ;- les plans tenus à jour ;- « la preuve de dépôt de la déclaration » et les prescriptions générales ;- les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, s'il y en a ;- les résultats des dernières mesures sur le bruit ;- les documents prévus aux points 3.5, 4.2, 5.3 et 8.4. Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : L'exploitant ne tient pas à jour le dossier des installations. Il est notamment demandé de fournir un plan d'exploitation à jour, coté en surface et altitude, faisant apparaître les zones relatives au fonctionnement des installations ainsi que les différents stockages de déchets bruts et traités.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection des stockages extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/01/2001, article 7.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Envol de poussières
Prescription contrôlée : Les stockages extérieurs doivent être protégés des vents en mettant en place des écrans, chaque fois que nécessaire, ou être stabilisés pour éviter les émissions et les envols de poussières. En cas d'impossibilité de les stabiliser, ces stockages doivent être réalisés sous abris ou en silos.
Constats : Les stockages extérieurs sont insuffisamment protégés des vents.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Voie de circulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/01/2001, article 6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Aires de circulation
Prescription contrôlée : L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles sont portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés (par exemple panneaux de signalisation, feux, marquage au sol, consignes,...) Les voies de circulation et d'accès sont nettement délimitées, maintenues en état constant de propreté...
Constats : Les règles de circulation ne sont pas portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés. Un plan de circulation n'est pas présent à l'entrée du site et il est constaté que de nombreux véhicules poids lourds ne respectent pas les panneaux de signalisation.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2012, article 1
Thème(s) : Autre, Obligation de constitution de garanties financières
Prescription contrôlée : Les installations classées soumises à autorisation mentionnées au 5° de l'article R. 516-1 du même code et les installations classées de transit, regroupement, tri ou traitement de déchets soumises au régime d'autorisation, y compris au régime d'autorisation simplifié, mentionnées au 5° de l'article R. 516-1 du même code pour lesquelles l'obligation de constitution de garanties financières démarre au 1er juillet 2012 sont les installations listées en annexe I du présent arrêté... Annexe I : Pour le seuil de l'autorisation et de l'enregistrement ...2791...
Constats : L'exploitant ne justifie pas, dans sa demande de cas par cas, de l'obligation de constitution de garanties financières.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet